



SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL DE L'
ÉDUCATION
NATIONALE DE LA
HAUTE-GARONNE

BOURSE DU TRAVAIL BP 7094
19, PLACE SAINT-SERNIN
31070 TOULOUSE CEDEX 7
05.61.22.18.89
06.77.10.84.80

FÉDÉRATION DE L'
ÉDUCATION, DE LA
RECHERCHE ET DE LA
CULTURE

COMMUNIQUE DE PRESSE :
« BREVET 2017 : 800 000 COLLEGIENS
EN MARCHÉ,
AU GARDE A VOUS,
ET LE DOIGT SUR LA COUTURE ! »

Contact presse : 06 77 10 84 80

Où quand l'épreuve d'éducation morale et civique se transforme en bourrage de crâne para militaire. En effet telle était l'une des questions sur lesquelles ont du composer les élèves de troisième vendredi dernier 30 juin à l'occasion de l'épreuve d'histoire-géographie - EMC du brevet 2017 :

« Vous avez été choisi(e) pour représenter la France au prochain sommet de l'Union européenne. Vous êtes chargé(e) de réaliser une note pour présenter une mission des militaires français sur le territoire national ou à l'étranger. Montrez en quelques lignes que l'armée française est au service des valeurs de la République et de l'Union européenne. »

Alors que « L'objectif de l'EMC est d'associer dans un même mouvement la formation du futur citoyen et la formation de sa raison critique. [...] », les candidats au Brevet 2017 n'avaient d'autre choix que de glorifier le rôle de l'armée française à partir d'un document qui relate l'intervention de militaires après des intempéries...

Au moment où la France, engagée dans des guerres dont on ne parle que bien peu, continue de bombarder allègrement en Afrique et en Asie sans que l'on sache bien sur qui tombent ces bombes, où des soldats sont fortement soupçonnés de viols en toute impunité sur des enfants, notamment en Centre Afrique, et avec le rôle toujours pas éclairci de l'armée française dans le génocide rwandais de 1994, voilà que l'on exige des élèves de troisième de dresser un portrait **obligatoirement** flatteur d'une institution que chaque citoyen doit être en droit de remettre en cause.

La façon dont est posé le sujet ainsi que le document proposé ne laisse que peu de place à la « raison critique ».

Que se passera-t-il pour les élèves qui se seront permis d'exprimer des doutes quant à la pertinence d'engager et de perpétuer des conflits pour défendre les intérêts de l'industrie pétrolière ou minière et pour le plus grand profit des industriels de l'armement ? Conflits, dans la continuité de la « françafrique », qui permettent de poursuivre pillages et massacres sur une grande partie du continent africain.

Et pourquoi transformer les élèves, dont on prétend vouloir développer l'esprit et la raison critique, en porte parole d'un gouvernement parmi les plus engagé militairement depuis plusieurs décennies, auprès de cette Union Européenne dont on nous a tant vanté le rôle de « faiseur de paix » ?

La Cgt Educ'action 31 est choquée de voir comment à travers un programme qui se donne comme objectif d'ouvrir les élèves à une véritable citoyenneté, on les prépare en réalité par un bourrage de crâne, à défendre des positions extrêmement réactionnaires et dangereuses.

La Cgt a toujours milité pour la paix entre les peuples et réaffirmé son exigence de voir cesser au plus vite toutes les interventions militaires dans le monde, à commencer par celles engagées par la France.

Par ailleurs nous exigeons qu'un débat s'ouvre sur le rôle d'une armée toujours plus engagée dans une politique néo coloniale qui ne dit pas son nom, pour le seul profit des puissances économiques et financières ainsi que sur la pertinence de poursuivre le développement d'une industrie de mort à grande échelle.

Toulouse le 2 juillet 2017